Pierre-André Julien [1939-]

Économiste québécois, Professeur émérite, Institut de recherche sur les PME,
Université du Québec à Trois-Rivières

(20 mars 2010)

"Veblen contre les capitaines de la finance."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Pierre-André JULIEN

"Veblen contre les capitaines de la finance".

Un article publié dans **Le Devoir**, Montréal, édition du samedi 20 mars 2010, page C6 — Le Devoir de philo.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 23 mars 2010 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : pierre-andre.julien@uqtr.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 24 mars 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Pierre-André Julien

Économiste québécois, Professeur émérite, Institut de recherche sur les PME,
Université du Québec à Trois-Rivières

“Veblen contre les capitaines de la finance.”

Un article publié dans [Le Devoir](#), Montréal, édition du samedi 20 mars 2010, page C6 — Le Devoir de philo.

Pierre-André Julien

Économiste québécois, Professeur émérite, Institut de recherche sur les PME,
Université du Québec à Trois-Rivières

"Veblen contre les capitaines de la finance".

Un article publié dans **Le Devoir**, Montréal, édition du samedi 20 mars 2010, page C6 — Le Devoir de philo.

Son analyse de 1929 et de 1937 peut encore nous servir à comprendre que la crise actuelle ne pourra s'estomper que si les gouvernements mettent fin au contrôle des financiers sur le fonctionnement et l'évolution des grandes entreprises

Photo : Pierre-André Julien

Pierre-André Julien: «Veblen, fils d'un paysan norvégien immigré aux États-Unis et devenu par la force des poignets professeur à l'Université de Chicago, peut être considéré avec Commons comme le cofondateur de l'école économique institutionnelle.» [COLLECTION PERSONNELLE P.-A. JULIEN]

Une fois par mois, Le Devoir propose à des professeurs de philosophie et d'histoire, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant. Aujourd'hui, la crise actuelle du capitalisme vue par un penseur de l'économie au regard pénétrant, Thorstein Veblen.

La crise actuelle ne pourra véritablement s'estomper que si les gouvernements mettent fin au contrôle des financiers sur le fonctionnement et l'évolution des grandes entreprises. Voilà ce que conclurait le grand Thorstein Veblen (1857-1929) s'il avait à analyser la crise actuelle. Avec prescience, il avait déjà annoncé, dans son petit ouvrage de 1921, *Les Ingénieurs et le capitalisme*, les crises de 1929 et de 1937 à partir d'une étude du système industriel de la fin du XIXe siècle et du début du XXe.

Veblen, fils d'un paysan norvégien immigré aux États-Unis et devenu par la force des poignets professeur à l'université de Chicago, peut être considéré avec Commons comme le cofondateur de l'école économique institutionnelle. Cette école considérait que l'économie ne pouvait ignorer l'impact des institutions, soit les structures politiques, technologiques et sociales qui soutiennent plus ou moins efficacement le développement économique. Par structures politiques, il entendait non seulement le gouvernement, mais la gouvernance générale des entreprises, notamment des plus grandes.

Veblen avait remarqué que ces entreprises étaient en train de diriger l'économie par des ententes systématiques entre elles et des monopoles, comme ce fut le cas à la fin du XIXe siècle avec Rockefeller et la Standard Oil (Esso) dans le transport et l'extraction du pétrole, ou encore avec Edison et General Electric dans la production et la distribution de l'énergie, jusqu'à l'application des lois antitrust.

Veblen reprenait ainsi Adam Smith, qui expliquait déjà en 1776 qu'il suffisait que quelques chefs d'entreprise se rencontrent pour que « la conversation tourne inévitablement sur les meilleures façons de tromper le public ». Critiquant ainsi cette évolution du marché vers de plus en plus de comportements de collusion entre les grands entrepreneurs, il finit par être ostracisé par les économistes libéraux.

On sait que ceux-ci considéraient que la concurrence ne pouvait que finir par bloquer ces ententes et que, finalement, le comportement égoïste et rationnel des entrepreneurs sans intervention de l'État

conduisait inévitablement à un équilibre sans crise de surplus ou de déficits.

Dans un autre de ses ouvrages, plus connu, *Théorie de la classe de loisir* (1899), Veblen allait plus loin en décrivant les comportements sociaux de ces grands entrepreneurs, en particulier ceux de la région de Boston avec leurs grandes maisons de maître aux 20 ou 30 chambres pour bien démontrer leur richesse à coups de grandes fêtes, permettant aux invités fortement éméchés d'y dormir à la fin de la

soirée. On peut encore voir ces immenses demeures, qui ressemblent aux monster houses de nos nouveaux riches québécois, tout au long de la côte de Cape Cod.

Photo : Thorstein Veblen (1857-1929) avait repris Adam Smith, qui expliquait déjà en 1776 qu'il suffisait que quelques chefs d'entreprise se rencontrent pour que «la conversation tourne. [UNIVERSITÉ DE CHICAGO]

Mais Veblen allait un cran plus loin encore en expliquant que tant que ces entrepreneurs — qu'il avait baptisés « capitaines d'industrie » —, étaient au pouvoir, leurs richesses étaient redevables de leurs bonnes décisions et donc d'une connaissance étroite du marché et de la capacité de leur entreprise à bien y répondre. En d'autres mots, ces derniers ne pouvaient que s'en tenir à ce qui avait fait leur fortune et ainsi à leur bonne gestion pour augmenter celle-ci.

Toutefois, avec l'intrusion graduelle de la Bourse et des banques pour leurs investissements, le pouvoir économique leur échappait de plus en plus pour passer aux mains des capitaines financiers. Ces derniers, uniquement intéressés à faire de l'argent et comprenant de moins en moins les fondements particuliers de chaque entreprise, sinon peu portés à les étudier, devaient s'en remettre aux ingénieurs pour leur bon fonctionnement.

Ces ingénieurs, forts de leur capacité d'analyse technique, n'étaient toutefois pas plus capables de comprendre que la production et la distribution ne pouvaient se réduire à l'optimisation au coût marginal mais étaient affaire de bonne gestion du personnel et de contacts complexes dans des réseaux afin d'innover et de saisir les opportunités.

Ces techniciens n'étaient finalement que des exécutants se limitant «à gérer les détails dans la production». Même les bureaux d'études ne faisaient plus que répondre aux besoins d'une routine technique bien établie, «commercialisant leur savoir et leur compétence au profit des financiers». Cela donnait finalement ce que Veblen appelait la «propriété absentéiste... dans laquelle aucune initiative n'était nécessaire ni possible». Enfin, le gouvernement, complice de ces financiers, réagissait au besoin par des protections tarifaires pour limiter la concurrence.

Des fortunes immenses

On en arrivait donc graduellement à une économie où on trouvait, d'un côté, des spéculateurs financiers se préoccupant uniquement de rendements rapides, et, de l'autre, des spécialistes en gestion des machines faisant tourner les entreprises sans souci de leur développement à long terme, recourant au besoin à la publicité massive (600 milliards de dollars à ce moment, selon ses propres calculs) pour maintenir les ventes.

Cette spéculation générait des fortunes immenses, comme le cas du président des deux chemins de fer du Nord « dont les possessions personnelles étaient passées de 20 dollars à une estimation oscillant entre 150 et 200 milliards de dollars... tandis que ses deux principaux associés dans cette aventure se retiraient sur des bases aussi confortables; assez confortables, en effet, pour avoir mérité une partie de duchés très honnêtes de la couronne britannique ». Finalement, comme l'expliquait Veblen, la disparition graduelle des grands entrepreneurs et la collusion entre les financiers et les ingénieurs conduisaient inexorablement « à l'inefficacité de l'industrie ».

Puisque l'engagement de ces derniers ne reposait que «sur leur capacité à produire des profits et non des marchandises», à l'intérieur d'une sorte de syndicat financier échappant à la réalité et aux besoins des petits actionnaires.

C'est ce qui a causé la grande crise de 1929. Alors que la valeur réelle des entreprises, soit leur capacité de vendre d'année en année, n'avait plus aucun lien avec leur valeur boursière, doublant ou triplant à chaque période pour atteindre cinq ou dix fois celle-ci.

Des surproductions

En même temps, une telle myopie face à la réalité multipliait les mauvaises décisions et entraînait des surproductions de toutes sortes, alors que les profits en Bourse augmentaient artificiellement. Veblen expliquait qu'un tel système conduisait à «des manipulations... du double emploi pour la survie de la population afin de suivre les effets de la spéculation sur les prix... de la contrefaçon dans certaines usines... et, finalement, de la collusion multiple».

C'est à peu près ce qui arrive présentement quand les banquiers s'emparent des entreprises uniquement pour spéculer, avec une vision à court terme, recherchant uniquement le profit personnel comme on vient de le voir avec Bernard Madoff et, évidemment, Vincent Lacroix,

mais aussi Jérôme Kerviel à la Société générale de Banque de Paris, jusqu'à la débâcle financière de 2008 et la crise actuelle.

C'est ce qu'écrivait l'ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, Simon Johnson, dans un récent numéro de la revue *Atlantic Monthly*, expliquant que les banquiers, notamment ceux liés à la banque Goldman Sachs, avaient pris le contrôle non seulement de la Banque fédérale américaine de réserve mais aussi de la trésorerie des gouvernements de Reagan et des deux Bush.

Ils en profitaient pour libéraliser tout le système financier, favorisant la spéculation sur les créances et la titrisation, au point de masquer tout lien entre la réalité économique et les fonds spéculatifs. Cela a permis de faire passer les profits moyens des financiers de 16 % annuellement entre 1973 et 1985, à 25 % dans les années 1990 et à plus de 40 % récemment.

La spéculation purement fictive sur le prix des maisons, avec la multiplication d'écrans faisant penser à un système de ventes pyramidales, est là pour montrer que les bonus à rendements à très court terme sans aucune mesure poussaient les vendeurs à jouer à qui gagnerait toujours plus. Et cette spéculation touchait aussi la valeur des entreprises dont les prix s'envolaient presque au même rythme sans que la réalité ne suive. Bref, le contrôle des grandes entreprises par les financiers empêchait ceux-ci de comprendre ce qui se passe réellement dans l'évolution des marchés.

Prenons l'exemple des grandes entreprises automobiles américaines. Déjà, en 1972, à la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie, un groupe de chercheurs auquel je prenais part avait préparé un rapport pour General Motors expliquant l'évolution lente, mais assurée, d'une partie du marché américain vers des voitures plus petites et de meilleure qualité.

Les revenus familiaux

D'ailleurs, ce n'était pas difficile à comprendre puisque la croissance des revenus familiaux entraînait l'achat d'une deuxième voiture plus petite pour faire les courses, ce qui stimulait les ventes de Volkswagen et des premières voitures japonaises.

Mais, d'une part, les ingénieurs étaient incapables d'imaginer la production de petites voitures, et d'autre part, les financiers considéraient que les profits provenaient avant tout des grosses cylindrées et qu'il n'y avait aucun intérêt à changer de comportement. Le rapport avait donc abouti rapidement sur une tablette.

Même les deux crises du pétrole de 1973 et de 1975, faisant en sorte que la petite voiture devienne la principale, n'avaient pas suffi à faire changer leur analyse. Et l'on connaît les suites sur cette entreprise et sur Chrysler au cours des derniers mois, et encore actuellement, comme on peut le voir dans les salons automobiles.

Un autre exemple est l'évolution de l'industrie des pâtes et papier au Québec. Seule la firme familiale Kruger, forte d'une vision à long terme vers les nouveaux types de papier et le développement de nouveaux marchés, s'en tire assez bien. Alors que les autres entreprises, cotées en Bourse et gérées finalement par les financiers, ne réussissent pas à passer à travers la crise.

On sait aussi que cette folie collective du capitalisme financier a atteint la Caisse de dépôt et placement du Québec, poussée par le gouvernement à engranger toujours plus de profits sans tenir compte des risques à long terme et avec une mauvaise connaissance de la réalité.

Et ce sera les futurs retraités québécois qui paieront pour les pots cassés. Tout cela était prévisible puisque les courtiers sont payés au rendement de très court terme sans souci de bien comprendre l'évolution réelle des entreprises derrière ces spéculations: plus les rende-

ments sont élevés, plus les primes suivent, poussant à aller toujours plus loin dans le maniement des fonds.

Est-il possible de changer les choses?

Finalement, un tel système, comme Veblen l'expliquait, ne peut que conduire à favoriser trop souvent « l'injustice, l'enrichissement sans cause, le pullulement des profiteurs, la subordination des producteurs aux spéculateurs... ».

Est-il possible de changer les choses? Veblen ne le pense pas à l'intérieur d'un système libéral dans lequel l'État et les forces productives comme les ingénieurs finissent par ne plus servir que les droits acquis de la classe dominante, comme on le voit actuellement avec les multiples magouilles dans l'industrie de la construction.

À moins que les grandes institutions internationales, moins gangrenées par les financiers locaux, réussissent à les mater, que les États développent réellement des barrières efficaces à la spéculation tout en les décourageant, comme l'annonce Obama, et, pourquoi pas, que les universités obligent les étudiants en économie et en finance à visiter systématiquement des moyennes entreprises pour en comprendre la complexité et les défis.

Mais cela relève d'une autre analyse de Veblen dans son étude sur la productivité des biens capitaux (*Nature du capital*, 1908), aussi d'actualité que les premières puisqu'il y parle déjà de l'importance des « actifs intangibles » comme la connaissance dans le développement des entreprises, de l'innovation « provenant pour la plupart de l'imagination des femmes au cours des siècles » et même de « l'écologie qui doit se préoccuper du développement des plantes et des animaux ». Comme le répétait Raymond Aron, il faut relire Veblen, « ce solitaire... qui a laissé une oeuvre à ce point personnelle qu'elle vieillit sans prendre de rides ».

Pierre-André Julien

Expert en PME et en entrepreneuriat auprès de l'OCDE, M. Julien est professeur émérite à l'Université du Québec à Trois-Rivières et auteur de 22 livres, dont le dernier a été traduit en six langues

Fin du texte